

Colloque du 26/11/09 à Sciences Po Aix- L'Europe centrale et orientale : transition réussie ou retour au bercail.

A.TODOROV (université de Sofia) :

Réflexion sur la notion de transition post-communiste. Difficulté de traiter en bloc les démocraties populaires car la situation en Moldavie ou en Italie n'était pas la même qu'en Bulgarie. La question est donc de savoir comment on se représente le résultat de la transition à l'économie de marché et à la démocratie.

-transition inattendue à l'est autant qu'à l'ouest malgré la Perestroïka ; les attentes dominantes sont alors la demande de liberté et de pluralisme, mais aussi l'accès au marché (pour échapper au déficit chronique des économies communistes). Il existe donc une attente de bien-être.

-les pays concernés ont beaucoup changé mais n'ont pas perçu unanimement la transition. Ils reconnaissent des institutions mais critiquent une démocratie de façade. Ils croient en la liberté d'expression mais ils disent qu'elle est simplement formelle chez eux et qu'elle est soumise aux intérêts privés. Sur les résultats économiques ils constatent que l'agriculture et l'industrie produisent moins qu'à la période communiste. Ils regrettent que l'Etat soit affaibli et corrompu, et qu'il n'arrive pas à satisfaire les services publics minimums.

-malgré tout l'opinion était et reste viscéralement anticomuniste néanmoins on note peu d'enthousiasme pour le post-communisme. Un proverbe polonais dit : « qu'est-ce qui est pire que le communisme ? Le post-communisme ».

-donc les apports reconnus sont : la fin de la violence politique, le gouvernement qui n'est plus sous pression de l'opinion publique, le rôle policier de l'Union européenne ...

-pourquoi les réticences alors ? D'une part croyance dans un statut de « partenaire de seconde qualité » mésestimé par les Européens, notamment pour les jeunes qui se sentent traités de manière inéquitables et souffrent des inégalités de richesses. Enfin ils considèrent que les élites sont cyniques et pratiquent un double discours.

J.M DE WAELE (université de Bruxelles)

Une transition difficile à définir, notamment à délimiter dans le temps : quand commence-t-elle ? Quand finit-elle ?

Quand faut-il faire débuter la transition en Pologne ? En 1956 ? En 1968 ? Pour les autres Etats il a fallu attendre la Perestroïka ?

Quand faut-il la faire finir ? Aujourd'hui pour le 20^{ème} anniversaire ? Au moment de l'adhésion européenne ?

Rien ne dit ensuite que les Occidentaux se soient réjouis de la fin du communisme ? On ne sait rien alors de la manière dont les Soviétiques vont réagir et cela inquiète. En tout cas, on sait que Thatcher ou Mitterrand ne sont guère favorables, par exemple, à la réunification de l'Allemagne dans un premier temps. Cette transition induit le passage d'un point A à un point B. Or le point B, comme le point A, n'est pas fixé dans le temps. Les pays en économie de marché (le point B) sont au même moment en pleine transition ; les modèles que les pays communistes (le point A) ont voulu rejoindre ont eux même subi de profondes modifications sur trois points.

-la démocratie libérale est en crise affichée depuis 1989 (crise de la représentation démocratique, montée des populismes, crises politiques qui se sont accélérées).

-l'économie sociale de marché : le problème est que les pays de l'est se sont vus imposer un modèle ultra-libéral alors en vigueur par exemple en Grande-Bretagne mais que l'on ne peut pas généraliser et surtout qui touche à sa fin au terme des années 1980.

-la construction européenne : ces pays rejoignent les structures de l'OTAN nées de la guerre froide alors qu'elle se termine, avant d'adhérer à l'UE. Pourtant elle est alors aussi en crise. En fait à ce moment là le modèle européen né de la guerre froide est remplacé par celui de Gasperi ou Schumann. Pour la première fois à cette période on se pose la question des frontières de l'Europe.

La transition n'est pas seulement celle de l'Europe centrale ; elle a lieu partout. Ce qui complique sérieusement le rôle de l'analyste.

BARBU (université de Bucarest)

L'intervenant part d'une proposition à discuter, l'idée que le communisme a poursuivi son destin après le communisme, que l'utopie s'est « réalisée » partiellement après la mort des régimes politiques communistes.

Le post-communisme marque la rupture et l'échec, soit négocié (en Tchécoslovaquie), soit violent (Roumanie) du communisme.

Mr Barbu évoque un texte phare de M. Foucault sur le soulèvement : « l'homme qui se soulève est sans explication. Il n'est pas inscrit dans l'Histoire ». Il en déduit qu'il faut accepter la chaîne des raisons qui nous fait obéir. Le soulèvement, comme le sacrifice, a quelque chose de miraculeux.

En développant la pensée de Lenine, Staline expliquait que l'Etat allait disparaître. La voie de disparition de l'Etat passe par l'affermissement de son rôle politique paradoxalement. L'Etat communiste a comme but une parfaite superposition à la société. L'Etat disparaîtra quand les deux seront parfaitement superposés, car il n'y aura plus d'altérité entre les deux. Ainsi le PC roumain s'est donné deux tâches essentielles et simultanées entre 1945 et 1948. D'une part construire le parti, de l'autre construire en même temps l'Etat. Mais si dans les faits le parti de masse a réussi à mobiliser un électorat significatif, dans les faits l'Etat n'a pu faire de même, trop faible, affaibli, malgré le système de rotation des cadres, l'imbrication de la Nomenklatura et de la bureaucratie de l'Etat.

La société s'est construite parallèlement à ce processus, et la société n'est pas la même en 1989 qu'en 1948... L'Etat et les partis se sont en fait laissés construire par les sociétés, et les partis n'ont jamais été extérieurs à la société, n'ayant pas pu lui inculquer la conscience de classe (ce dont rêvaient Lenine et Staline).

La question qui se pose est alors de savoir comment il est possible qu'une organisation de 4 millions de membres, de 70 ans d'existence, a disparu sans laisser de trace entre le 22 décembre 1989 à 12h08 et le même jour à 23h. Personne depuis ne se revendique de son parti. Le parti était déjà dissous dans la société. Aujourd'hui la Roumanie et la Bulgarie ont payé l'ajournement de leur intégration à l'UE. Il n'y a pas « d'organisme public » comme ailleurs en Europe centrale. Dans ces pays il existe un fort discours anti-étatique, une critique vive de l'éducation, du système de santé... Par contre demeurent des corporations fortes (avocats, médecins, enseignants – quoique moins structurés – syndicats... une « oligarchie territoriale » comme le disait R. Aron).

L'après communisme finalement, c'est le communisme qui a dissous l'Etat dans la société comme le souhaitaient Lenine et Staline.

P.J. SEILER (IEP d'Aix)

L'intervenant privilégie la problématique du retour au bercail sur celle de la transition.

Avant 1989 les analystes ont une vision binaire de l'Europe. La fin du communisme a détruit ce mythe.

Les contrastes étaient très importants au sein du bloc de l'est et on ne peut pas les traiter en bloc. Certains pays sont un monde en eux-mêmes. En Roumanie coexiste un monde grec (Valachie), un monde protestant (cathédrales gothiques luthériennes dans les Carpathes). La RDA est un pays où il est impossible de discuter dans les années 1980, alors qu'en Pologne c'est beaucoup plus facile (l'ambassade de Pologne fournit des adresses d'hébergement, notamment chez les moines, critique ouvertement les autoritarismes (de Gomulka notamment). La Tchécoslovaquie n'a pas connu de fascisme, c'est un espace industrialisé différent du reste de la Mitteleuropa ; la Slovénie donne souvent l'impression d'être en Suisse ou en Autriche, et ne ressemble guère aux autres pays de l'est. On parle de frontière mais dans les faits elles sont inexistantes, l'Europe a plutôt un « limes » évolutif. P.Anderson évoque une expansion maximale de l'est sur l'ouest au début du XX^e siècle, avec une frontière reliant l'Elbe à la Leitha. Au moment de l'affrontement entre Sigismond IV et Ivan le Terrible, c'est le contraire (l'expansion maximale de l'ouest sur l'est).

En tout cas la transition put parfois être rapide : en Silésie, en deux ans on est passé de la queue au guichet pour faire un retrait d'argent à la prolifération des distributeurs automatiques de billets.

J.P.GAUDIN (coordonnateur) : suite aux questions des intervenants.

A un sondage réalisé en 1999 pour la question « pensez-vous que le communisme ait été une bonne idée et sa réalisation une erreur ? ». Partout la réponse fut positive à 50% sauf en Pologne (48%). En Hongrie on atteint 75%. Cela pose la question de la nostalgie du communisme.